Sécurité sur le campus

Date d'échéance : Le 30 avril 2027

1. Préambule

L'une des priorités de l'Union des étudiants est de faire en sorte que le campus soit (plus) sûr pour toute la population étudiante et tous les membres de communauté d'Edmonton. En plus de lutter contre la violence sexuelle sur le campus (une importante préoccupation en matière de sécurité), nous devons également protéger les étudiantes et étudiants contre la violence, le harcèlement, le vol et d'autres situations qui font qu'ils ne se sentent pas en sécurité, tout comme le corps professoral et la communauté. Afin d'atteindre ses objectifs, l'Union des étudiants reconnaît que des services de sécurité peuvent continuer de jouer un rôle important dans la sécurité sur le campus. Toutefois, le mouvement Black Lives Matter1 et la discrimination et la violence systémique documentées exercées par la police et le personnel de sécurité à l'égard des membres des communautés marginalisées, tant sur le campus qu'à l'extérieur.2,3indiquent clairement au Conseil des étudiants de l'Union des étudiants de l'Université de l'Alberta (UASU) qu'il y a lieu de réinventer la sécurité sur nos campus.

Nous effectuons ce travail en sachant que le maintien de l'ordre au Canada est fondé sur des idées racistes et des préjugés de classe. Par exemple, « la GRC a été créée en 1873 pour "libérer des terres" autochtones afin que les Blancs puissent s'établir ».[4] Nous reconnaissons également qu'il s'agit-là d'une question complexe, comme l'ont confirmé les membres de notre communauté tout au long des consultations. Le personnel de sécurité et de maintien de l'ordre donne à certaines personnes un sentiment de sécurité, mais présente par contre une menace réelle et perçue pour de nombreux groupes marginalisés. C'est pourquoi, alors que nous tentons d'améliorer les mécanismes de sécurité sur le campus, nous devons également tenter de répondre aux besoins complexes des membres de notre communauté et comprendre que cette question nécessite une réflexion nuancée.

2. Définitions

Abolition : « Action d'abolir un système, une pratique ou une institution » [traduction libre][5]

Intervention de témoin : « Une intervention de témoin a lieu lorsqu'une personne voit une situation et exprime une opinion au sujet du langage ou du comportement d'une autre personne, car il est inapproprié, blessant, offensant ou dangereux. Les témoins peuvent prévenir la violence sexuelle [et d'autres types de violences] lorsqu'ils reconnaissent qu'une situation pourrait s'aggraver et interviennent. » [traduction libre][6]

Réduction des méfaits : « La réduction des méfaits désigne un ensemble de politiques publiques ayant pour but d'atténuer les
conséquences sociales ou physiques nuisibles associées à diverses conduites, licites et illicites. » [traduction libre][7]

Vérifications du bien-être : Ces vérifications sont effectuées lorsqu'une préoccupation concernant l'état de santé d'une personne est signalée.[8]

3. Faits concernant la politique

1. En 2021, l'Université de l'Alberta a signé la Charte de Scarborough[9] et s'est ainsi engagée « à faire échec au racisme anti-Noir et à favoriser l'inclusion des Noirs dans les universités et les collèges du Canada ». Le travail visant à respecter ses engagements n'a pas encore commencé, mais le fait d'avoir signé cette charte témoigne de l'engagement de l'Université à réformer la sécurité sur le campus. La Charte stipule que l'Université doit :
    i. « réévaluer l'infrastructure et les protocoles de sécurité en place sur les campus pour protéger la dignité, l'égalité et la sécurité des personnes noires qui y circulent »;
    ii. « réaliser des sondages périodiques sur l'environnement du milieu, qui tiennent compte des relations communautaires locales, pour évaluer et orienter des initiatives en vue de bâtir des

campus inclusifs qui tiennent compte des besoins particuliers des professeurs, du personnel et des étudiants noirs »;

iii. de plus, l'Université de l'Alberta a reconnu dans de nombreux rapports que la justice réparatrice est la réponse privilégiée à la criminalité et aux conflits.[10]

2. Selon de récentes études, la police au Canada tue ou maltraite les groupes minoritaires de manière disproportionnée :
    i. « CBC a mené une enquête approfondie sur les rencontres fatales avec la police sur une période de 17 ans allant de 2000 à 2017, et a constaté que bien que les Noirs représentent moins de 3 % de la population, ils comptaient pour 9 % des personnes tuées par la police. Les Autochtones constituaient moins de 4 % de la population, mais plus de 15 % des personnes tuées par la police. » [traduction libre][11,12];
    ii. « La même enquête de CBC, Deadly Force, a constaté que sur les 461 cas analysés, seuls 18 agentes ou agents ont été accusés, et uniquement deux ont été reconnus coupables. » [traduction libre][13,14];
    iii. Des mises à jour depuis 2020 indiquent que ce problème persiste et est aggravé non seulement par la race, mais également par la santé mentale.[15]
3. Les politiques et les services qui aident à répondre aux besoins de base (par exemple la nourriture, l'eau et le logement) et aux besoins complexes (comme les soutiens à la santé mentale) peuvent réduire le taux de criminalité,[16] comprennent souvent des politiques de réduction des méfaits et ont pour but de créer des communautés sécuritaires.
4. Bien des gens qui préconisent l'abolition sur notre campus font remarquer que le maintien de l'ordre est une méthode de sécurité, mais qu'il existe d'autres moyens de créer des communautés sécuritaires. Ils font valoir que les politiques de réduction des méfaits, la justice réparatrice et la formation en intervention de témoins peuvent toutes contribuer à assurer la sécurité sur les campus et à l'extérieur.
5. Les opinions varient au sujet du maintien de l'ordre et de la sécurité sur le campus, surtout en fonction des attentes culturelles et des expériences antérieures.
6. En 2021, l'Union des étudiants a réalisé le sondage sur la sécurité sur le campus, qui concluait que « la plupart des étudiantes et étudiants interrogés se sentaient en sécurité en présence des agents des UAPS (services de protection de l'Université de l'Alberta) et avaient confiance qu'ils traitaient les personnes de manière juste et équitable. Toutefois, les femmes, les minorités de genre, les personnes handicapées, les membres de la population étudiante LGBTQ2S+ et divers groupes raciaux ou ethniques sont beaucoup moins susceptibles de se sentir en sécurité en présence des agents des UAPS ou de leur faire confiance » [17] [traduction libre].
7. Le sondage a également permis de constater qu'un grand nombre d'étudiantes et d'étudiants, particulièrement issus de groupes en quête d'équité, est moins susceptible de faire confiance au service de police d'Edmonton et de se sentir en sécurité en présence des agents.[18]
8. Le sondage sur la sécurité sur le campus 2021 de l'Union des étudiants nous a permis de brosser un portrait des interactions entre les minorités et les UAPS[19]:
    i. 13 % des personnes noires interrogées et 10 % des Autochtones ou des Asiatiques de l'Est ou du Sud-Est ont indiqué avoir fait l'objet de discrimination raciale ou ethnique de la part des UAPS ou des forces du maintien de l'ordre, sur le campus ou à proximité;
    ii. 9 % des femmes, 8 % des personnes LGBTQ2S+ et 14 % des personnes appartenant à une minorité de genre qui ont été interrogées ont signalé avoir fait l'objet de discrimination fondée sur le sexe ou le genre de la part des UAPS ou des forces du maintien de l'ordre, sur le campus ou à proximité;
    iii. 2 % des hommes, 3 % des femmes, 6 % des personnes LGBTQ2S+ et 10 % des personnes handicapées qui ont été interrogés ont mentionné avoir fait l'objet de discrimination basée sur la santé de la part des UAPS ou des forces du maintien de l'ordre, sur le campus ou à proximité;
    iv. 19 % des personnes handicapées interrogées ont déclaré avoir fait l'objet de discrimination fondée sur le handicap de la part des UAPS ou des forces du maintien de l'ordre, sur le campus ou à proximité;
    v. les étudiantes et étudiants ont également signalé des expériences positives et négatives très diverses dans le cadre des vérifications du bien-être menées par les UAPS.

9. Rapports d’expériences mitigées avec les agents des UAPS dans les résidences[20]:
    i. les étudiantes et étudiants ont soulevé des préoccupations au sujet de l’ élimination des UAPS, car ces services leur donnent un sentiment de sécurité dans les résidences et interviennent plus rapidement que le service de police d’Edmonton;
    ii. la population étudiante s’est également dite préoccupée par la présence d’agents des UAPS dans les résidences, particulièrement à l’occasion de vérifications du bien-être.
10. 10. Le sondage sur la sécurité sur le campus 2021 de l’Union des étudiants posait des questions au sujet de la sécurité sur le campus, mais pas de questions au sujet de la race[21]:
    i. « De manière générale, les étudiantes et étudiants ont confiance dans les UAPS, mais se méfient des autres services de maintien de l’ordre, y compris le service de police d’Edmonton et le service de transport en commun d’Edmonton. » [traduction libre];
        i. i. la méfiance augmentait considérablement parmi de nombreuses populations marginalisées, notamment les minorités de genre, les personnes handicapées et les femmes;
        ii. ii. « Les étudiantes et étudiants étrangers constituent une exception et sont de loin les plus susceptibles d’avoir confiance dans les services de maintien de l’ordre. » [traduction libre];
    ii. « 5 % des personnes interrogées membres des Premières Nations, métisses ou inuites avaient fait l’objet de discrimination raciale ou ethnique ou de traitement injuste de la part des UAPS ou des forces de maintien de l’ordre sur le campus ou à proximité, et 25 % avaient été témoins de telles situations affectant d’autres personnes. » [traduction libre];
    iii. 49 % des personnes interrogées se sentaient un peu ou beaucoup plus en sécurité en présence des agents des UAPS, par rapport à 5 % qui se sentaient un peu ou beaucoup moins en sécurité;
    iv. 43 % des personnes interrogées se sentaient un peu ou beaucoup plus en sécurité en présence des agents du service de police d’Edmonton;
    v. 44 % des personnes interrogées se sentaient un peu ou beaucoup plus en sécurité en présence des agents du maintien de l’ordre du service de transport en commun Edmonton, comparativement à 11 % qui se sentaient un peu ou beaucoup moins en sécurité;
    vi. 42 % des personnes interrogées se sentaient un peu ou beaucoup plus en sécurité en présence des agents de la GRC, par rapport à 20 % qui se sentaient un peu ou beaucoup moins en sécurité.
11. 11. Le sondage sur la sécurité sur le campus 2021 de l’Union des étudiants a donné un aperçu des changements que la population étudiante souhaiterait voir apporter à la sécurité sur le campus[22]:
    i. « De nombreux étudiants et étudiantes, y compris une grande partie de ceux qui ont confiance aux agents des UAPS et se sentent en sécurité en leur présence, se sentent moins en sécurité ou carrément en danger en présence du déploiement d’agents en civil. Les personnes interrogées appartenant à des minorités de genre ou autochtones avaient une opinion particulièrement négative sur cette question. » [traduction libre]
    ii. « Pratiquement tous les groupes de répondants appuient les propositions voulant que les appels concernant l’itinérance, la santé mentale et la toxicomanie soient acheminés à des travailleuses et travailleurs sociaux, des conseillères et conseillers et des techniciennes et techniciens d’urgence médicale. La police interviendrait quand même en cas de situations de violence ou de crime grave. Les femmes, les personnes noires et les membres de minorités sexuelles ou de genre interrogés appuient fortement ces propositions. » [traduction libre]
    iii. « Pratiquement tous les groupes de répondants ont des doutes au sujet de la communication de renseignements personnels par les UAPS au service de police Edmonton, ou croient que cela serait inapproprié. Les personnes noires et les membres de minorités sexuelles ou de genre interrogés se méfient particulièrement. » [traduction libre]
12. 12. Selon le rapport du sondage général annuel 2020 de l’Union des étudiants de l’Université de l’Alberta (UASU)[23]:
    i. « 13 % des personnes interrogées atteintes de troubles neurologiques, cognitifs ou psychiatriques avaient fait l’objet de discrimination ou de traitement injuste lié à la santé

mentale de la part des UAPS ou des forces de maintien de l'ordre sur le campus ou à proximité, et 12% avaient été témoins de telles situations touchant d'autres personnes » [traduction libre];

ii. selon les données qualitatives, de nombreux étudiants et étudiantes ne croyaient pas que les UAPS étaient les meilleurs services pour satisfaire à leurs besoins durant des crises de santé mentale;

iii. selon les données qualitatives, la pandémie de la COVID a causé un stress grave et a eu de manière générale des conséquences négatives sur la santé mentale de la population étudiante;

iv. selon les données qualitatives, les vérifications du bien-être dans les résidences pourraient être améliorées afin de répondre aux besoins des résidentes et résidents, et la formation pourrait également être modifiée de sorte à satisfaire aux besoins des assistantes et assistants des résidences.

13. Le CSJ est un campus francophone où une grande partie de la population étudiante se sent plus à l'aise de communiquer en français. Un grand nombre de ces personnes est originaire d'Afrique. Cette combinaison d'obstacle linguistique et de race soulève des préoccupations au sujet de la capacité des UAPS de répondre aux besoins des étudiantes et étudiants.
14. 14. Sur le campus Augustana, les UAPS ont un agent de liaison et la sécurité est assurée par une société de sécurité privée.[24]
15. Le registre des incidents des UAPS peut être consulté ici :
    i. les UAPS ont souvent la responsabilité d'emmener à l'extérieur du campus les sans-abris, les personnes en situation de crise de santé mentale et les personnes enfermées dehors de leur bâtiment; ils gèrent également les déclenchements d'alarmes et les contrôles routiers;[25]
    ii. les UAPS se sont occupés d'un nombre croissant de surdoses sur le campus pendant l'année universitaire 2020-2021;
    iii. l'Union des étudiants a été informée du fait que certains membres de la population étudiante signalent aux UAPS des actes de violence sexuelle, mais qu'un grand nombre d'étudiantes et d'étudiants ne le font pas parce qu'ils ont l'impression que les UAPS en feront fi.
16. Les UAPS ont commencé à consigner les vérifications du bien-être en septembre 2020. Ils en ont effectué 30 en 2020 et 159 en 2021 :
    i. selon nos sondages, les étudiantes et étudiants ont vécu des expériences mitigées dans le cadre des vérifications du bien-être; certains mentionnent une expérience positive tandis que d'autres, particulièrement ceux provenant de communautés marginalisées, disent avoir eu une expérience négative.
17. Le budget des UAPS et l'affectation des fonds étudiants à des projets particuliers ne relèvent pas du domaine public. Selon le rapport No Cops On Campus Collectives, l'Université affecte la somme de 1,4 million de dollars à la sécurité sur le campus.[26]
18. Le budget des UAPS et celui du service de police d'Edmonton continuent d'augmenter, mais les services au public et à la population étudiante font l'objet de réductions.[27,28] Comme l'ont déclaré les représentants des UAPS à la réunion du comité de la sécurité de l'Université de l'Alberta (UASSC) le lundi 17 janvier 2021, un manque de soutien communautaire combiné au temps froid entraîne souvent une plus grande affluence de personnes en détresse qui se réfugient sur le campus, particulièrement au HUB.[29]
19. 19. Les UAPS et le service de police d'Edmonton sont liés de plusieurs façons et travaillent ensemble. Cette relation fait souvent l'objet de discussions par le comité de la sécurité de l'Université de l'Alberta (UASSC), car ils collaborent en vue d'élaborer de nouveaux programmes et exécutent le programme de l'agent de liaison. Bien que les UAPS n'aient « aucun calendrier de formation structurée avec le service de police d'Edmonton et qu'il soit très rare que leurs agents s'entraînent avec les policiers ou accompagnent ceux-ci[30], ils partagent de l'information, ont une relation établie et apprennent les uns des autres » [traduction libre].
20. Les UAPS exécutent le programme de l'agent de liaison en collaboration avec le service de police d'Edmonton. Il s'agit d'un programme pilote qui en est à sa troisième année. Lorsque l'Union des étudiants a demandé « tout contrat, protocole d'entente ou document similaire précisant le rôle et les

responsabilités ou le pouvoir de l'agent de liaison du service de police Edmonton affecté aux UAPS » [traduction libre], les UAPS ont rejeté sa demande et ont recommandé de faire la lecture du Human-Centered Engagement Liaison Partnership (HELP) :

   i. ce programme a suscité l'inquiétude de la communauté, car cette entente permet aux UAPS de communiquer des renseignements sur les étudiantes et les étudiants au service de police d'Edmonton, et signifie que ce dernier est régulièrement présent sur le campus;
   ii. le coût du programme n'est pas public et sa réussite n'est pas mesurée.

21. Les UAPS travaillent avec l'équipe d'aide à la communauté (Community Assistance Team [CAT]). « Ce groupe se voue à mettre en rapport les personnes dans le besoin avec les programmes sociaux locaux les mieux placés pour les aider à effectuer la transition vers une situation plus sûre. Cette équipe est convaincue qu'il vaut mieux offrir un soutien aux gens plutôt que de les traiter comme des criminels. Nos patrouilleurs sont formés et savent quand avoir recours à notre programme CAT. » [traduction libre]
22. Des préoccupations ont été soulevées au sujet de la transparence des UAPS :
   i. leur registre d'incidents était inaccessible jusqu'à l'hiver 2022;
   ii. les renseignements de base au sujet de l'agent de liaison, notamment ses responsabilités, sont difficiles à trouver et ne sont pas publics;
   iii. les UAPS n'étaient pas en mesure de fournir à l'Union des étudiants des détails, quels qu'ils soient, au sujet du contenu de la formation de leurs agents;
   iv. le budget des UAPS n'est pas accessible et ne pouvait pas être fourni sur demande durant l'hiver 2022;
   v. l'information sur la réussite de leur programme ne fait l'objet d'aucun suivi et ne pouvait pas être fournie durant l'hiver 2022;
   vi. les UAPS ne consignent pas le nombre de fois que leurs agents demandent à une personne de présenter une pièce d'identité (fichage) sur le campus et ils ne pouvaient pas fournir cette information lorsque l'Union des étudiants l'a demandée pendant l'hiver 2022;
   vii. le délai de réponse moyen aux appels ne fait l'objet d'aucun suivi et cette information ne pouvait donc pas être fournie;
   viii. les UAPS étaient incapables de fournir des renseignements au sujet de plans stratégiques ou de plans visant à améliorer leur service.
23. Les politiques internes des UAPS comme les normes, les directives et les processus concernant le traitement des plaintes, les itinérants, les vérifications d'identité à l'extérieur, les vérifications du bien-être et la rédaction de contraventions ne sont pas publics. Il peut donc être difficile de confirmer les rapports de la population étudiante :
   i. Par exemple, bien que des étudiantes et étudiants aient mentionné avoir fait l'objet de fichage, les UAPS ont déclaré qu'ils n'effectuent aucun fichage, mais « effectuent plutôt des vérifications d'identité, ce qui est leur droit en tant qu'agents de la propriété ou agents de la paix » [traduction libre].
24. Les UAPS donnent des contraventions aux étudiantes et étudiants, mais n'en consignent pas le nombre. Ils n'ont fixé ni quota ni attentes en la matière, et l'émission de contraventions est laissée à la discrétion de leurs agents.
25. 25. L'information portant sur la formation des agents des UAPS n'est pas publique. Toutefois, l'Union des étudiants a été informée du fait que les agents suivent une formation de 30 semaines, en classe et en cours d'emploi. La formation est offerte par un service externe et par un agent de formation. Voici certains exemples du contenu de la formation :
   i. programme d'initiation des agents de la paix communautaires;
   ii. judo verbal (communications tactiques et désescalade);
   iii. professionnalisme et interactions impartiales;
   iv. ProTraining (formation en désescalade et santé mentale pour les représentants du maintien de l'ordre mises au point par Yasmeen Krameddine de l'Université de l'Alberta);
   v. reconnaissance des personnes souffrant de troubles émotionnels;
   vi. sensibilisation au suicide et prévention de ce phénomène;
   vii. syndrome du délire agité;
   viii. éthique et responsabilité;
   ix. formation sur l'EDI.

4. Résolutions

1. L’Union des étudiants va revendiquer que l’Université respecte les engagements énoncés dans la Charte de Scarborough, notamment « réévaluer l’infrastructure et les protocoles de sécurité en place sur les campus pour protéger la dignité, l’égalité et la sécurité des personnes noires qui y circulent », et travaillera avec l’Université à cette fin. Plus précisément, l’Union des étudiants va revendiquer la prise en compte de pratiques de justice réparatrice et de réduction des méfaits dans ce travail.
2. L’Union des étudiants va revendiquer que l’Université investisse dans un plus grand nombre de services et de stratégies de réductiondes méfaits, par exemple la sensibilisation au sexe sans risque et à la violence sexuelle, des services destinés aux étudiantes et étudiants luttant contre la toxicomanie, et des travailleuses et travailleurs sociaux.
3. L’Union des étudiants va revendiquer que l’administration municipale investisse dans des services et des stratégies de réduction des méfaits mis en œuvre à l’extérieur du campus, par exemple fournir un logement aux personnes qui n’en ont pas, créer des centres de consommation supervisée et collaborer avec le service de police Edmonton pour améliorer ses pratiques.
4. L’Union des étudiants va revendiquer que le gouvernement provincial investisse dans des services et des stratégies de réduction des méfaits, par exemple en renforçant le financement des services en santé mentale pour la population étudiante et les membres de la communauté.
5. L’Union des étudiants va continuer de travailler avec les parties intéressées sur le campus afin d’obtenir leur opinion sur la sécurité sur le campus et de rester à l’écoute de leurs préoccupations et de leurs points de vue.
6. Le sondage sur la sécurité sur le campus mené par l’Union des étudiants a constaté que les groupes minoritaires sont moins susceptibles de se sentir en sécurité en présence des agents des UAPS, ou de leur faire confiance. L’Union des étudiants va donc revendiquer la réforme des pratiques et des procédures des UAPS de sorte qu’elles tiennent compte de ces préoccupations. En outre, l’Union des étudiants s’emploiera à redéfinir les responsabilités des UAPS pour qu’elles répondent mieux aux besoins de la communauté, en ayant recours à la défense et à la collaboration.
7. En réponse aux conclusions du sondage sur la sécurité sur le campus de l’Union des étudiants voulant que les groupes en quête d’équité soient moins susceptibles de faire confiance au service de police d’Edmonton, l’Union des étudiants va revendiquer que l’on discute de la présence des agents de ce service sur le campus et que l’on réévalue la relation entre les UAPS et le service de police Edmonton.
8. L’Union des étudiants va revendiquer que l’Université procède à un examen des pratiques en matière de sécurité sur le campus, notamment par les UAPS avec les aînés, les membres de la communauté PNMI et les étudiantes et étudiants PNMI en vue de déterminer ce qui devrait être changé, aboli ou amélioré sur le campus pour que l’Université de l’Alberta soit un lieu (plus) sûr pour toutes les personnes PNMI de la population étudiante, du corps professoral, du personnel et de la communauté.
9. L’Union des étudiants va revendiquer que l’Université procède à un examen des pratiques en matière de sécurité sur le campus, notamment par les UAPS avec les dirigeants 2SLGBTQ+ sur le campus et dans la communauté en vue de déterminer ce qui devrait être changé, aboli ou amélioré sur le campus pour que l’Université de l’Alberta soit un lieu (plus) sûr pour toutes les personnes 2SLGBTQ+ de la population étudiante, du corps professoral, du personnel et de la communauté.
10. L’Union des étudiants va revendiquer que l’Université procède à un examen des pratiques en matière de sécurité sur le campus, notamment par les UAPS avec les dirigeants handicapés sur le campus et dans la communauté en vue de déterminer ce qui devrait être changé, aboli ou amélioré sur le campus pour que l’Université de l’Alberta soit un lieu (plus) sûr pour toutes les personnes handicapées de la population étudiante, du corps professoral, du personnel et de la communauté.
11. L’Union des étudiants va revendiquer que l’Université procède à un examen des pratiques en matière de sécurité sur le campus, notamment par les UAPS avec les dirigeants noirs sur le campus et dans la communauté en vue de déterminer ce qui devrait être changé, aboli ou amélioré sur le campus pour que l’Université de l’Alberta soit un lieu (plus) sûr pour toutes les personnes noires de la population étudiante, du corps professoral, du personnel et de la communauté :
    i. ceci comprend la mise en œuvre de la Charte de Scarborough dans son ensemble,
    ii. ainsi que la collaboration avec des membres de la communauté et des défenseurs à l’Université de l’Alberta, notamment l’association des étudiants noirs (Black Students’

Association), ainsi qu'à Edmonton.

12. L'Union des étudiants va revendiquer que les vérifications du bien-être dans les résidences soient révisées et améliorées. Ces changements devraient être apportés en vue de mettre au point un nouveau système qui transfère les vérifications du bien-être dans les résidences des UAPS à des travailleuses et travailleurs sociaux et à des spécialistes en santé mentale qui peuvent mener les vérifications à bien et faire les suivis nécessaires.
13. L'Union des étudiants va revendiquer que l'administration municipale améliore la sécurité dans le transport en commun en concentrant ses efforts sur des stratégies de réduction des méfaits et des stratégies communautaires.
14. L'Union des étudiants va militer contre des agents en civil sur le campus.
15. L'Union des étudiants va revendiquer que les UAPS établissent un nouveau système qui achemine les appels concernant l'itinérance, la santé mentale et la toxicomanie à des travailleuses et travailleurs sociaux, des conseillères et conseillers et des techniciennes et techniciens d'urgence médicale, et que les UAPS ou la police interviennent en cas de situations de violence ou de crime grave.
16. L'Union des étudiants va militer contre le programme d'agent de liaison et contre la communication de renseignements personnels ou d'identification avec le service de police d'Edmonton.
17. L'Union des étudiants va revendiquer que les agents des UAPS qui travaillent sur le Campus Saint-Jean puissent s'exprimer dans un français de niveau professionnel ou fonctionnel.
18. L'Union des étudiants va revendiquer des services de divulgation et de déclaration plus solides et plus sensibles aux réalités culturelles qui ne dépendent pas des UAPS ou du service de police d'Edmonton à l'Université de l'Alberta.
19. L'Union des étudiants va revendiquer la transparence de la formation, des pratiques, des normes et des directives des agents des UAPS, ainsi que l'amélioration du processus de formation par le biais de la consultation de la communauté.
20. Tout en s'employant à atteindre les objectifs de défense à long terme de cette politique, l'Union des étudiants préconisera l'adoption de solutions à court terme en :

    ● revendiquant que tout le budget des UAPS soit rendu public en indiquant la provenance des fonds;
    ● revendiquant que les UAPS continuent d'effectuer le suivi des vérifications du bien-être, y compris le niveau de satisfaction des sujets;
    ● revendiquant une plus grande transparence du programme d'agent de liaison, notamment au sujet de son rôle et du type d'information nécessaire;
    ● revendiquant que les UAPS consignent et déclarent leurs contraventions;
    ● revendiquant que les UAPS consignent le délai de réponse moyen aux appels;
    ● revendiquant que les UAPS fassent preuve de transparence au sujet de leur planification à long terme.

5. Références

1. https://blmyeg.ca/
2. https://yellowheadinstitute.org/2020/07/15/police-brutality-in-canada-a-symptom-of-structural-racismand-colonial-violence/
3. https://calgary.ctvnews.ca/gofundme-in-memory-of-calgary-man-shot-by-police-reaches-70k-1.5792971
4. https://www.huffpost.com/archive/ca/entry/defund-police-canada-black-indigenouslives_ca_5ed65eb2c5b6ccd7c56bdf7d#:~:text=The %20police %20acted %20as %20slave,make %20way %20for%20white %20settlement.
5. Le dictionnaire anglais de Google est fourni par Oxford Languages.
6. https://www.concordia.ca/conduct/sexualassault/bystander.html#:~:text=Bystander %20intervention %20occurs %20when %20a,situation %20could %20escalate %20and %20intervene.
7. https://en.wikipedia.org/wiki/Harm_reduction
8. Information fournie par les UAPS
9. https://www.utsc.utoronto.ca/principal/sites/utsc.utoronto.ca.principal/files/docs/Scarborough_Charter_FR.pdf
10. https://www.ualberta.ca/residence/current-residents/community-expectations/restorative-justice.html
11. https://canadiandimension.com/articles/view/yes-canada-has-a-racism-crisis-and-its-killing-black-andindigeno

us-peoples
12. https://newsinteractives.cbc.ca/longform-custom/deadly-force
13. https://canadiandimension.com/articles/view/yes-canada-has-a-racism-crisis-and-its-killing-black-andindigeno us-peoples
14. https://newsinteractives.cbc.ca/longform-custom/deadly-force
15. https://newsinteractives.cbc.ca/fatalpoliceencounters/
16. https://canadiandimension.com/articles/view/abolishing-the-police-is-the-only-reasonable-response-towinnip eg-police-killings
17. Sondage sur la sécurité sur le campus mené en août 2021 :https://www.su.ualberta.ca/media/uploads/1143/Campus %20Safety %20and %20Security %20Survey %20-%20August %202021.pdf
18. Sondage sur la sécurité sur le campus mené en août 2021 : https://www.su.ualberta.ca/media/uploads/1143/Campus %20Safety %20and %20Security %20Survey %20-%20August %202021.pdf
19. Sondage sur la sécurité sur le campus mené en août 2021 : https://www.su.ualberta.ca/media/uploads/1143/Campus %20Safety %20and %20Security %20Survey %20-%20August %202021.pdf
20. Sondage sur la sécurité sur le campus mené en août 2021 : https://www.su.ualberta.ca/media/uploads/1143/Campus %20Safety %20and %20Security %20Survey %20-%20August %202021.pdf
21. Sondage général annuel 2020
22. Sondage sur la sécurité sur le campus mené en août 2021 : https://www.su.ualberta.ca/media/uploads/1143/Campus %20Safety %20and %20Security %20Survey %20-%20August %202021.pdf
23. Rapport du sondage général annuel de l’Union des étudiants 2020
24. https://www.ualberta.ca/augustana/campus-info/protective.html
25. https://sites.google.com/a/ualberta.ca/uaps-incident-log/
26. https://www.nocopsoncampus.com/one-sheet
27. https://www.theprogressreport.ca/defund_the_police
28. https://www.nocopsoncampus.com/one-sheet
29. https://drive.google.com/file/d/1SHcz7BK_3F9tDZK80RpIm8hIm0Po38XA/view

30. Échange de courrier électronique entre la direction de l’Union des étudiants, Marcel Roth et Catherine Swindlehurst

---

Revision #2
Created 1 March 2023 15:54:25 by Courtney Graham
Updated 1 March 2023 16:50:19 by Courtney Graham